

- le type de réseau sur lequel le déclarant s'est engagé à fournir la composante sociale;
- le(s) service(s) offert entre le service de téléphonie accessible au public et/ou l'accès à l'Internet;
- la durée de la période de cinq ans pendant laquelle le déclarant s'est engagé à fournir la composante sociale.

CHAPITRE 4. — *Exécution*

Art. 5. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

- het soort van netwerk waarop de aangever zich verbonden heeft het sociale element te verstrekken;
- de dienst(en) die wordt/worden aangeboden tussen de openbare telefoondienst en/of de internettoegang;
- de looptijd van de vijfjarige periode waarin de aangever zich heeft verbonden om het sociale element te verstrekken.

HOOFDSTUK 4. — *Uitvoering*

Art. 5. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11139]

4 MARS 2013. — Arrêté royal relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel

RAPPORT AU ROI

Sire,

Généralités :

L'article 50 de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques modifie l'article 74 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Désormais, l'article 74, § 2, prévoit que seuls les opérateurs offrant un service de communications électroniques accessible au public aux consommateurs les plus importants en terme de chiffre d'affaires doivent fournir la composante sociale du service universel.

En vertu de l'article 74, § 3, les plus petits opérateurs en terme de chiffre d'affaires peuvent s'ils le souhaitent fournir la composante sociale du service universel.

Le chiffre d'affaires pertinent est le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public, excluant d'autres activités telles que la fourniture de service de télévision, et réalisé sur le territoire national durant l'année précédant l'année considérée.

Sous le régime antérieur, tous les opérateurs offrant un service de communications électroniques accessible au public avaient l'obligation de fournir la composante sociale du service universel.

Il est dès lors possible que certains opérateurs qui par le passé offraient à leurs abonnés une réduction tarifaire en application de la composante sociale du service universel ne soient plus aujourd'hui légalement contraints de fournir cet avantage tarifaire.

Parmi ces opérateurs ne souhaitant plus fournir la composante sociale, certains pourraient décider de continuer à offrir le tarif social à leurs clients sociaux actuels, sans indemnisation du fonds, tout en n'acceptant pas de nouvelles demandes. La procédure de transfert des clients sociaux décrite dans le présent arrêté ne serait, pas applicable à ces opérateurs.

Dans le cas contraire où l'opérateur ne souhaiterait plus maintenir les réductions tarifaires pour ses clients sociaux existants, des bénéficiaires d'un tarif téléphonique social sous le régime antérieur se trouveront dans des liens contractuels avec un opérateur qui ne fournit plus ce tarif social.

Cette modification de leur situation contractuelle nécessite une prise en charge.

En effet, l'article 74, § 3, al. 3, confie au Roi la mission de fixer les modalités de transfert des bénéficiaires d'un opérateur qui n'a pas fait la déclaration visée à l'alinéa 1^{er} vers un opérateur qui a fait cette déclaration ou vers un opérateur qui a été désigné selon la procédure visée à l'article 74, § 2, alinéa 1^{er}.

Conformément à l'article 74, § 3, alinéa 3, de la loi, les opérateurs qui ne sont plus légalement tenus de fournir la composante sociale du service universel, qui n'ont pas déclaré vouloir fournir cette composante sur base volontaire et qui ne souhaitent plus appliquer les

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11139]

4 MAART 2013. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels inzake overdracht van sommige begunstigen van het sociale element van de universele dienst

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Algemeen :

Artikel 50 van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie wijzigt artikel 74 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Voortaan schrijft artikel 74, § 2, voor dat enkel de operatoren die aan de consumenten een openbare elektronische-communicatiedienst aanbieden en die de grootste omzet hebben, het sociale element van de universele dienst moeten verstrekken.

Krachtens artikel 74, § 3, mogen de operatoren met de kleinste omzet, indien ze dat wensen, het sociale element van de universele dienst verstrekken.

De relevante omzet is de omzet met betrekking tot de openbare elektronische-communicatiediensten, met uitzondering van andere activiteiten zoals het leveren van een televisiedienst, verwezenlijkt op het nationale grondgebied gedurende het jaar dat voorafgaat aan het beschouwde jaar.

In het vroegere stelsel waren alle operatoren die een openbare elektronische-communicatiedienst aanboden, verplicht om het sociale element van de universele dienst te verstrekken.

Daardoor is het mogelijk dat een aantal operatoren die vroeger aan hun abonnees een tariefkorting aanboden in het kader van het sociale element van de universele dienst, tegenwoordig niet meer wettelijk verplicht zijn om dat tariefvoordeel te verlenen.

Van de operatoren die niet langer het sociale element wensen aan te bieden zouden bepaalde kunnen beslissen om het sociaal tarief te blijven aanbieden aan hun huidige klanten, zonder vergoeding door het fonds en zonder nieuwe aanvragen te aanvaarden. De procedure voor overdracht van de sociale klanten beschreven in dit besluit zou niet van toepassing zijn op die operatoren.

In het tegenovergestelde geval waarbij de operator niet langer de tariefkortingen wil behouden voor zijn bestaande sociale klanten, kan het dus dat begunstigen van een sociaal telefoontarief onder het vroegere stelsel nu contractueel verbonden zijn met een operator die niet langer dat sociale tarief verstrekt.

Deze wijziging van hun contractuele situatie vergt een overname.

Artikel 74, § 3, derde lid, vertrouwt immers aan de Koning de opdracht toe om de nadere regels vast te stellen voor de overdracht van de begunstigen van een operator die geen in het eerste lid bedoelde aangifte heeft gedaan, naar een operator die deze aangifte wel heeft gedaan of naar een operator die is aangewezen volgens de procedure bedoeld in artikel 74, § 2, eerste lid.

Overeenkomstig artikel 74, § 3, derde lid, van de wet moeten de operatoren die niet langer wettelijk verplicht zijn om het sociale element van de universele dienst te verstrekken, die niet hebben aangegeven dat ze dat element op vrijwillige basis willen verstrekken

réductions sans indemnisation du fonds possible à leurs bénéficiaires actuels, doivent s'adresser individuellement à chacun de leurs abonnés bénéficiant de la composante sociale au moins un mois avant la date à laquelle l'avantage tarifaire sera supprimé.

Les abonnés auront alors, sans pénalité, le choix entre trois possibilités :

- Soit rester chez l'opérateur auprès duquel ils avaient un contrat, mais alors sans bénéficiant de la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux;
- Soit changer d'opérateur pour conclure un contrat avec un nouvel opérateur qui n'offre pas la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux;
- Soit changer d'opérateur pour conclure un contrat avec un nouvel opérateur qui offre la réduction liée aux tarifs téléphoniques sociaux.

Le présent arrêté royal vise ainsi à régler la question du transfert éventuel de ces bénéficiaires d'un tarif social en vertu du régime ancien vers un opérateur qui assure toujours la fourniture de la composante sociale du service universel, notamment dans un souci de simplification administrative. Il faut en effet éviter que des personnes qui bénéficient de la composante sociale du service universel et pour qui il a été procédé récemment à l'examen des conditions d'octroi doivent, si elles souhaitent changer d'opérateur, effectuer auprès du nouvel opérateur de nouvelles démarches visant à prouver leur qualité d'ayant droit.

Bien qu'il gère la base de données relatives aux catégories des bénéficiaires du tarif social, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) ne peut exercer son droit à vérifier qu'il est toujours satisfait aux conditions d'octroi qu'une fois tous les deux ans.

Aussi la date de dernière vérification des conditions d'octroi déterminera le déroulement de la procédure de transfert d'un bénéficiaire vers un opérateur qui fournit toujours la composante sociale du service universel. Cette demande de transfert doit être introduite par le bénéficiaire auprès de l'opérateur vers qui le bénéficiaire souhaite voir son dossier de tarif social transféré. Une fois cette demande introduite :

- S'il a été confirmé par l'IBPT que le bénéficiaire répondait toujours aux conditions pour bénéficier du tarif social durant les deux années qui précèdent l'introduction de la demande de transfert, il ne sera procédé à aucune nouvelle vérification des conditions d'octroi.
- Dans la négative, la demande de transfert introduite par le bénéficiaire et transmise par l'opérateur à l'Institut générera tout d'abord une vérification automatisée des conditions d'octroi; s'il peut être établi de cette manière que le bénéficiaire répond aux conditions d'octroi, l'opérateur sera informé et aucun document ou attestation ne sera demandée. Dans le cas contraire, le demandeur sera invité par l'IBPT à renvoyer les informations ou documents manquants.

S'il y a lieu de vérifier que les conditions d'octroi sont toujours satisfaites, cette vérification se fera dans le respect de la procédure prévue à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.

Outre la procédure de transfert du droit au tarif social, il y a lieu également de transférer le contrat du bénéficiaire.

Remarquons que le nombre de personnes qui disposaient en 2011 d'une réduction tarifaire auprès d'un des cinq opérateurs qui sont susceptibles de ne plus fournir la composante sociale du service universel représente 0,16 % de l'ensemble des bénéficiaires des tarifs sociaux.

Commentaire article par article :

Article 1^{er}

Cet article définit un certain nombre de termes utilisés dans l'arrêté. Pour le reste, les définitions de l'article 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques s'appliquent.

Article 2

L'article 2 prévoit que lorsque un opérateur décide de ne plus fournir la composante sociale du service universel, il doit en informer individuellement les clients bénéficiaires.

Cette notification individuelle peut être effectuée par courrier écrit, ou par tout autre support durable, ce qui exclut les communications orales.

en die de kortingen niet langer wensen toe te passen zonder mogelijke vergoeding door het fonds voor hun huidige begunstigen, ten minste een maand voor de datum waarop het tariefvoordeel zal vervallen, zich individueel richten tot al hun abonnees die het sociale element genieten.

De abonnees zullen dan zonder boete de keuze hebben tussen drie mogelijkheden :

- ofwel blijven bij de operator bij wie ze een contract hadden, maar dan zonder de korting te krijgen die verbonden is aan de sociale telefoontarieven;
- ofwel van operator veranderen en een contract sluiten met een nieuwe operator die de korting in verband met sociale telefoontarieven niet aanbiedt;
- ofwel van operator veranderen en een contract sluiten met een nieuwe operator die de korting in verband met sociale telefoontarieven wel aanbiedt.

Het onderhavige koninklijk besluit heeft dus tot doel de kwestie te regelen van de eventuele overdracht van deze begunstigen van een sociaal tarief dat gebaseerd is op het vroegere stelsel, naar een operator die nog steeds het sociale element van de universele dienst verstrekt, met name met het oog op administratieve vereenvoudiging. Er moet immers worden vermeden dat personen die het sociale element van de universele dienst genieten en voor wie de toekenningsvoorwaarden pas zijn onderzocht, als ze van operator willen veranderen, bij de nieuwe operator nieuwe stappen moeten ondernemen om hun hoedanigheid als rechthebbende te bewijzen.

Hoewel het de databank in verband met de categorieën van begunstigen van het sociale tarief beheert, kan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) slechts één keer om de twee jaar zijn recht uitoefenen om na te gaan of nog steeds aan de toekenningsvoorwaarden is voldaan.

Daarom zal de datum van laatste verificatie van de toekenningsvoorwaarden het verloop bepalen van de procedure voor overdracht van een begunstigde naar een operator die het sociale element van de universele dienst nog altijd verstrekt. Dit verzoek om overdracht moet door de begunstigde worden ingediend bij de operator naar wie de begunstigde zijn dossier inzake het sociale tarief wil zien overdragen. Nadat dit verzoek is ingediend :

- Zullen de toekenningsvoorwaarden niet opnieuw worden geverifieerd, indien gedurende de twee jaar die voorafgaan aan de indiening van het verzoek om overdracht door het BIPT is bevestigd dat de begunstigde nog steeds aan de voorwaarden voldeed om het sociale tarief te krijgen.
- Zo niet, zal het verzoek om overdracht dat de begunstigde heeft ingediend en dat door de operator overgezonden is naar het Instituut allereerst een geautomatiseerde verificatie van de toekenningsvoorwaarden voortbrengen; indien op die manier kan worden vastgesteld dat de begunstigde aan de toekenningsvoorwaarden voldoet, zal de operator ervan op de hoogte worden gebracht en zullen er geen documenten of attesten worden gevraagd. In het tegenovergestelde geval zal het BIPT de aanvrager uitnodigen om de ontbrekende inlichtingen of documenten terug te sturen.

Wanneer moet worden nagegaan of de toekenningsvoorwaarden nog steeds vervuld zijn, zal deze verificatie plaatsvinden met inachtneming van de procedure van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst in zake elektronische communicatie.

Behalve de procedure voor de overdracht van het recht op het sociale tarief, moet ook het contract van de begunstigde worden overgedragen.

We wijzen er nog op dat het aantal personen die in 2011 een tariefkorting genoten bij een van de vijf operatoren die het sociale element van de universele dienst waarschijnlijk niet meer zullen verstrekken, 0,16 % van alle begunstigen van sociale tarieven vertegenwoordigt.

Artikelsgewijze bespreking :

Artikel 1

Dit artikel definieert een aantal in het besluit gebruikte termen. Voor het overige gelden de definities uit artikel 2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Artikel 2

Artikel 2 bepaalt dat wanneer een operator beslist om niet langer het sociale element van de universele dienst te verstrekken, hij de begunstigen individueel moet inlichten.

Deze individuele melding moet schriftelijk gebeuren of via een andere duurzame drager, dus niet via mondelinge weg.

La notification doit être adressée à chacun des clients concernés et traiter du seul sujet de l'abandon de la réduction tarifaire. La communication de l'opérateur ne peut donc être annexée ou incluse dans un envoi contenant par exemple une facture ou une annonce publicitaire.

La notification doit être individualisée, c'est-à-dire porter le nom et l'adresse du client à qui elle s'adresse.

Cette notification individuelle et personnalisée doit en outre contenir deux indications afin que le client bénéficiaire soit pleinement informé.

Tout d'abord, il convient d'indiquer au bénéficiaire que la réduction tarifaire ne lui sera plus accordée parce que l'opérateur n'assure plus la fourniture de la composante sociale du service universel.

De plus, afin de permettre au bénéficiaire de changer d'opérateur, il faut lui communiquer la liste et les adresses des opérateurs qui fournissent toujours le tarif social.

Cette liste et ces adresses seront communiquées par l'Institut aux opérateurs qui ne fournissent plus la composante sociale du service universel.

La notification doit être effectuée en temps utile, et au plus tard un mois avant la suppression de l'avantage social.

Article 3

La demande de transfert doit être introduite par le bénéficiaire auprès de l'opérateur vers qui il souhaite voir son dossier de tarif social transféré. Cette demande est transmise par l'opérateur à l'Institut par l'intermédiaire de l'outil informatique de gestion de la base de données relatives aux catégories des bénéficiaires des tarifs téléphoniques sociaux mentionnée à l'article 22, § 2, de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Dans le respect de l'article 22, § 2, alinéa 5 de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques selon lequel l'Institut est habilité à vérifier une fois tous les deux ans si le bénéficiaire a encore droit au tarif social, il sera, le cas échéant, procédé à la vérification des conditions d'octroi, en appliquant la procédure d'attribution du tarif social prévue à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.

Article 4

Cet article porte sur l'exécution de l'arrêté.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

AVIS 52.782/4 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, DU 18 FEVRIER 2013, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'RELATIF AUX MODALITES DE TRANSFERT DE CERTAINS BENEFICIAIRES DE LA COMPOSANTE SOCIALE DU SERVICE UNIVERSEL'

Le 21 janvier 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal' relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 février 2013.

La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assessseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence Vancrayebeck, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 février 2013.

De melding moet aan elke betrokken klant worden gericht en gaat enkel over de afschaffing van de tariefkorting. De mededeling van de operator mag dus geen bijlage vormen van, noch ingesloten worden in een zending die bijvoorbeeld een factuur of een reclameboodschap bevat.

De melding moet geïndividualiseerd zijn, dus de naam en het adres dragen van de klant aan wie deze gericht is.

Deze individuele en gepersonaliseerde melding moet bovendien twee vermeldingen bevatten opdat de begunstigde klant volledig ingelicht wordt.

Allereerst moet aan de begunstigde worden vermeld dat de tariefkorting hem niet langer zal worden toegekend omdat de operator niet langer het sociale element van de universele dienst verstrekt.

Om de begunstigde de kans te geven om van operator te veranderen moeten hem bovendien de lijst en de adressen worden meegedeeld van de operatoren die nog steeds het sociale tarief verstrekken.

Deze lijst en die adressen zullen door het Instituut worden meegegeeld aan de operatoren die het sociale element van de universele dienst niet meer verstrekken.

De melding moet tijdig gebeuren en ten laatste één maand voordat het sociale voordeel vervalt.

Artikel 3

Het verzoek om overdracht moet door de begunstigde worden ingediend bij de operator naar wie hij zijn dossier inzake het sociale tarief wil zien overdragen. Dit verzoek wordt door de operator overgezonden naar het Instituut via het computerprogramma voor het beheer van de databank betreffende de categorieën van begunstigten van sociale telefoontarieven waarvan sprake in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Met inachtneming van artikel 22, § 2, vijfde lid, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, volgens hetwelk het Instituut bevoegd is om een keer om de twee jaar na te gaan of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief, zal in voorkomend geval worden overgegaan tot de verificatie van de toekenningsvoorwaarden, waarbij de procedure voor de toekenning van het sociale tarief wordt toegepast die bepaald is in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie.

Artikel 4

Dit artikel betreft de uitvoering van het besluit.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

ADVIES 52.782/4 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, VAN 18 FEBRUARI 2013, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE NADERE REGELS INZAKE OVERDRACHT VAN SOMMIGE BEGUNSTIGDEN VAN HET SOCIALE ELEMENT VAN DE UNIVERSELE DIENST'

Op 21 januari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de nadere regels inzake overdracht van sommige begunstigten van het sociale element van de universele dienst'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 februari 2013.

De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Yves De Cordt en Christian Behrendt, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence Vancrayebeck, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 februari 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser l'article 74, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques puisque l'arrêté en projet ne vise pas à exécuter cette disposition.

2. L'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 52.782/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; » (1).

Dispositif

Article 1^{er}

1. Afin de mettre l'article 1^{er}, 4^o, en conformité avec la disposition de la loi du 13 juin 2005, qui permet à l'opérateur de renoncer à la fourniture de la composante sociale du service universel (2), la disposition doit mentionner l'opérateur dont le chiffre d'affaires est « inférieur ou égal à cinquante millions d'euros ».

2. Au 4^o, il convient d'ajouter les mots « continuer à » entre les mots « son intention de » et les mots « fournir la composante sociale ».

Article 2

L'alinéa 2 permet à l'opérateur d'effectuer une notification « par écrit (...) ou à tout le moins par le biais d'un support durable ».

Interrogé sur ce qu'il fallait entendre par support durable, le délégué du ministre a précisé qu'il s'agissait de faire référence à une notion qui apparaît dans la loi du 6 avril 2010 'relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs'. Selon l'article 2, 25^o, de cette loi, on entend par support durable « tout instrument permettant au consommateur de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter aisément à l'avenir pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées ».

La disposition en projet sera dès lors complétée comme suit : les mots « au sens de l'article 2, 25^o, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs » seront ajoutés après les mots « support durable ».

Observation finale

Le projet ne contient qu'un chapitre 1^{er}; cet intitulé est inutile et sera omis.

(1) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

(2) Voir l'article 74, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

P. Liénardy.

4 MARS 2013. — Arrêté royal relatif aux modalités de transfert de certains bénéficiaires de la composante sociale du service universel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 74, § 3, alinéa 3 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 janvier 2013;

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid moet niet naar artikel 74, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie worden verwezen aangezien het ontworpen besluit aan deze bepaling geen uitvoering beoogt te geven.

2. Het vierde lid moet als volgt worden geredigeerd :

« Gelet op advies 52.782/4 van de Raad van State, op 18 februari 2013 gegeven met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; » (1).

Dispositief

Artikel 1

1. Teneinde artikel 1, 4^o, in overeenstemming te brengen met de bepaling van de wet van 13 juni 2005 die het mogelijk maakt dat de operator afziet van de verstreking van het sociale element van de universele dienst (2), moet in de ontworpen bepaling melding worden gemaakt van de operator van wie de omzet « lager is dan of gelijk aan vijftig miljoen euro ».

2. In punt 4^o moet het woord « blijven » worden ingevoegd tussen de woorden « om het sociale element te » en « verstrekken ».

Artikel 2

Het tweede lid stelt de operator in staat de kennisgeving « schriftelijk (...) of op zijn minst door middel van een duurzame drager » te doen.

Op de vraag wat onder een duurzame drager moet worden verstaan, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat de bedoeling voorzat te verwijzen naar een begrip dat voorkomt in de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming'. Luidens artikel 2, 25^o, van deze wet, geldt als duurzame drager « ieder hulpmiddel dat de consument in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie gemakkelijk toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is afgestemd op het doel waarvoor de informatie kan dienen, en die een ongewijzigde reproductie van de opgeslagen informatie mogelijk maakt ».

De ontworpen bepaling moet dus worden aangevuld met de woorden « in de zin van artikel 2, 25^o, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming », in te vegen na de woorden « duurzame drager ».

Slotopmerking

Het ontwerp bevat slechts één hoofdstuk 1. Dit opschrift moet dus als overbodig worden weggelaten.

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab « Wetgevingstechniek », aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

(2) Zie artikel 74, § 3, eerste lid, van de wet van 13 juni 2005.

De griffier,

C. Gigot

De voorzitter,

P. Liénardy.

4 MAART 2013. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels inzake overdracht van sommige begunstigen van het sociale element van de universele dienst

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 74, § 3, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 december 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting van 14 januari 2013;

Considérant l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques, l'article 3.

Vu l'avis 52.782/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Loi » : loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunications belges;

3° « composante sociale » : composante sociale du service universel tel que mentionnée à l'article 74, § 1^{er} de la loi;

4° « opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale » : opérateur qui fournissait la composante sociale et dont le chiffre d'affaires portant sur les services de communications électroniques accessibles au public, excluant d'autres activités telles que la fourniture de service de télévision, et réalisé sur le territoire national durant l'année précédant l'année considérée, est inférieur ou égal à cinquante millions d'euros et qui n'a pas déclaré à l'Institut son intention de continuer à fournir la composante sociale;

5° « client bénéficiaire » : abonné auprès d'un opérateur qui bénéficie de la composante sociale à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques;

6° « réduction tarifaire » : réduction tarifaire appliquée en vertu de la composante sociale par l'opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale.

Art. 2. Dans le cadre de l'exécution de l'article 74, § 3, de la loi, l'opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale doit, au plus tard un mois avant la suppression de l'avantage social, notifier aux clients bénéficiaires son souhait de mettre fin à la fourniture de la composante sociale.

Cette notification doit être effectuée par écrit, ou à tout le moins par le biais d'un support durable au sens de l'article 2, 25°, de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection des consommateurs. Elle doit en outre être individualisée, et doit mentionner :

- l'indication que la réduction n'est plus accordée parce que l'opérateur ne fournit plus la composante sociale du service universel, mais que d'autres opérateurs fournissent toujours cette composante via des réseaux fixes ou des réseaux mobiles;

- la liste et l'adresse de contact des opérateurs qui fournissent la composante sociale du service universel.

Art. 3. Le client bénéficiaire d'un opérateur renonçant à la fourniture de la composante sociale qui souhaite continuer à bénéficier de ce tarif introduit à cet effet une demande de transfert auprès de l'opérateur fournissant la composante sociale de son choix.

L'opérateur transmet cette demande de transfert sans délai à l'Institut.

Dans le respect de l'article 22, § 2, alinéa 5 de l'annexe à loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'Institut vérifie le cas échéant si le bénéficiaire a encore droit au tarif social, conformément à la procédure de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 2006 fixant les modalités de fonctionnement de la composante sociale du service universel des communications électroniques.

Art. 4. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie
J. VANDE LANOTTE

Overwegende het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie, artikel 3.

Gelet op advies 52.782/4 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Wet » : wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « Instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3° « sociale element » : sociale element van de universele dienst, zoals vermeld in artikel 74, § 1, van de wet;

4° « operator die afziet van de verstrekking van het sociale element » : operator die het sociale element levert, en van wie de omzet met betrekking tot de openbare elektronische-communicatiediensten, met uitzondering van andere activiteiten zoals het leveren van een televisiedienst, en die wordt verwezenlijkt op het nationale grondgebied gedurende het jaar dat voorafgaat aan het beschouwde jaar, lager is dan of gelijk aan vijftig miljoen euro en die niet zijn voornemen om het sociale element te blijven verstrekken heeft aangegeven aan het Instituut;

5° « begunstigde klant » : abonnee bij een operator die op de datum van inwerkingtreding van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie het sociale element geniet;

6° « tariefkorting » : tariefkorting die wordt toegepast krachtens het sociale element door de operator die afziet van de verstrekking van het sociale element.

Art. 2. In het kader van de uitvoering van artikel 74, § 3, van de wet moet de operator die afziet van de verstrekking van het sociale element, ten laatste één maand voordat het sociale voordeel vervalt, de begunstigten inlichten over zijn wens om de verstrekking van het sociale element stop te zetten.

Deze melding moet schriftelijk gebeuren of op zijn minst door middel van een duurzame drager in de zin van artikel 2, 25°, van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming. Ze moet bovendien geïndividualiseerd worden en het volgende omvatten :

- het feit dat de korting niet langer wordt toegekend omdat de operator het sociale element van de universele dienst niet meer verstrekt, maar dat andere operatoren nog altijd dit element verstrekken via vaste of mobiele netwerken;

- de lijst en het contactadres van de operatoren die het sociale element van de universele dienst verstrekken.

Art. 3. Indien de begunstigde klant van een operator die afziet van de verstrekking van het sociale element dat tarief wil blijven genieten, dient hij daartoe een verzoek om overdracht in bij de operator die het sociale element verstrekt van zijn keuze.

De operator zendt dit verzoek om overdracht onmiddellijk over naar het Instituut.

Met inachtneming van artikel 22, § 2, vijfde lid, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, verifieert het Instituut in voorkomend geval of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief, overeenkomstig de procedure van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 2006 tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het sociale element van de universele dienst inzake elektronische communicatie.

Art. 4. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE